

**Conseil d'Administration
séance du
17 décembre 2014 à 11h00**



**N° 8 – DEMANDE DE MISE EN OEUVRE DE LA
PROTECTION FONCTIONNELLE
AU BENEFICE DE DEUX AGENTS**

Membres présents :

Monsieur Jean LACOSTE, Adjoint à la Culture - Ville de Pau. Président de l'ESA Pyrénées. Madame Anne-Marie ARGOUNÈS, Adjointe à l'Urbanisme et aux Structures Culturelles - Ville de Tarbes. Vice-Présidente de l'ESA Pyrénées, Madame Céline ROULET. Adjointe à la Culture - Ville de Tarbes. Madame Emmanuelle BILLAUT, Conseillère Municipale - Ville de Pau. Madame Nathalie LARRADET, Conseillère Municipale - Ville de Pau. Monsieur Talal MASRI, Directeur de l'École Nationale d'Ingénieurs de Tarbes. Monsieur François CORTES, Représentant des enseignants - site de Tarbes. Monsieur Vincent MEYER, Représentant des enseignants - site de Pau. Monsieur Gabriel BLAZQUEZ, Représentant du personnel de l'ESA Pyrénées. Monsieur Naïm DUFOUR, Représentant des étudiants - site de Pau. Monsieur Hippolyte HERPIN-FLOHR, Représentant des étudiants - site de Tarbes.

Personnes également présentes à la séance :

Madame Martine MOUREU, Directrice Générale de l'ESA Pyrénées. Madame Magali CHAVAGNEUX, Responsable administrative et financière de l'ESA Pyrénées. Monsieur Denis CRAMPE, Directeur Général Adjoint des Services - Ville de Tarbes. Monsieur Daniel SAINT-PIERRE, Trésorier Municipal de Pau.

Pouvoirs :

Madame Marie ANGELE, Conseillère aux Arts Plastiques - DRAC Midi-Pyrénées donne pouvoir à Monsieur Jean LACOSTE. Madame Sabine FORERO-MENDOZA, Professeur d'histoire de l'art à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour donne pouvoir à Emmanuelle BILLAUT. Monsieur Gilles CRASPAY, Adjoint à l'Éducation - Ville de Tarbes donne pouvoir à Céline ROULET.

Rapporteur : Monsieur le Président Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'en application de la loi N°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, l'administration est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents ainsi que celle des élus.

Monsieur le Président explique qu'à ce titre, l'Etablissement est tenu de protéger les fonctionnaires contre les menaces, les violences, voies de fait, injures, diffamation ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonction et de réparer le cas échéant le préjudice qui en est résulté.

Siège social :

25 rue René Cassin - 64000 Pau
T - 05 59 02 20 06
administration-pau@esapyrenees.fr

L'établissement est tenu d'accorder sa protection au fonctionnaire ou à l'ancien fonctionnaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

L'article 11 précité ne définit pas les modalités de mise en œuvre de la protection fonctionnelle qui relève ainsi de la compétence de l'établissement.

Généralement, la protection fonctionnelle donne lieu à la prise en charge par l'administration des frais de procédure occasionnés par l'action pénale et l'action civile à savoir: les honoraires d'avocat, les frais d'expertise judiciaire, les frais de consignation,

Ainsi, Monsieur le Président expose au Conseil d'administration que deux agents de l'établissement, ont sollicités l'octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre d'un différend qui les oppose : dans le cadre d'une procédure disciplinaire relevant d'harcèlement sexuel relatif à deux agents de l'établissement.

Ainsi, Monsieur le Président propose au Conseil d'administration de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle formulée par les agents Madame Martine MOUREU et Mme Odile BIEC et de fixer les modalités de sa mise en œuvre comme suit et de prendre tous les actes afférents nécessaires :

→ Les honoraires de l'avocat du bénéficiaire de la protection fonctionnelle seront pris en charge par l'établissement. Cette prise en charge se fera sur présentation de facture détaillée avec en annexe la convention d'honoraire, après service fait, aucune avance ne pourra être demandée. Le paiement interviendra directement auprès de chacun des avocats choisis par les agents. Les avocats concernés ainsi que les deux agents devront chacun individuellement attester n'avoir reçu ou ne recevoir aucun autre paiement ou remboursement de la part notamment d'une compagnie d'assurance au titre de la protection juridique personnelle.

Sur proposition du Président et après avoir entendu son exposé, **le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à 10 votes pour et 1 abstention :**

→ **APPROUVE** la mise en œuvre de la protection fonctionnelle en faveur des agents suivants : Mme Martine MOUREU et Mme Odile BIEC.

Pour ampliation certifiée conforme

Le Président de l'ESA Pyrénées Pau-Tarbes

Jean LACOSTE

